

## **Plaidoyer pour une politique agricole mondiale**

par Matthieu CALAME

**La crise alimentaire actuelle ravive de nombreuses questions sur la capacité de nourrir à moyen terme la population mondiale. Mais cette crise sanctionne d'abord les erreurs des trente dernières années en matière de politiques agricoles. Le monde peut nourrir l'humanité. C'est une question d'organisation et de modification des modèles agricoles et alimentaires, autour d'un nouveau paradigme : l'agroforesterie.**

Après trente ans de baisse quasi continue des prix agricoles, le monde va-t-il connaître une période durable de cherté des aliments ? Au vu des difficultés que créent ces prix élevés pour les populations urbaines pauvres, les pouvoirs publics dans de nombreux pays s'inquiètent. C'est que l'émeute frumentaire est de tous les mouvements sociaux le plus redoutable car le plus désespéré et le plus insoluble<sup>1</sup>. Mais comment en est-on arrivé là ? Comment en sortir ?

### **La dangereuse politique de l'alimentation bon marché**

Paradoxe : c'est le prix bas des denrées alimentaires pendant des décennies qui est la principale origine du problème. Ces prix bas, en ruinant les paysans, les ont poussés vers les villes où ils ont formé une « plèbe »: une population nombreuse mais économiquement précarisée, faiblement productive, survivant notamment grâce à des aliments à bas prix. Cercle vicieux particulièrement dangereux, dans lequel les autorités sont écartelées entre le souci de protéger leurs paysans, c'est-à-dire de favoriser des prix élevés, et le souci de nourrir

---

<sup>1</sup> Pour la France, voir par exemple Nicolas Bourguinat, *Les Grains du désordre : l'État face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2001.

la population urbaine, c'est-à-dire maintenir des prix bas. Seule manière de concilier momentanément les deux : privilégier des produits agricoles d'exportation (coton, café, cacao) en espérant qu'ils seront plus rentables que les produits de base. Les ventes de ces produits permettent alors de payer les importations de produits alimentaires de base. Mais cette stratégie comporte des risques. Elle achève de rendre le pays dépendant des aléas du marché mondial puisque les paysans dédiés à une seule culture doivent eux-mêmes acheter ce qu'ils mangent. Si le cours du coton ou du cacao s'effondre, ou tout simplement si le cours du blé et du riz s'envole, la famine guette, plus seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes, voire plus souvent dans les campagnes que dans les villes, car la crainte de l'émeute urbaine conduit toujours les autorités à privilégier l'approvisionnement des villes sur l'approvisionnement des campagnes.

Si, durant les trente dernières années, les prix des denrées agricoles étaient restées élevés, ou au moins à des niveaux médians, l'urbanisation n'aurait pas été aussi rapide. Le développement en aurait été meilleur, comme l'attestent les politiques agricoles et de développement menées par l'Europe, le Japon, la Corée ou Taïwan depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale<sup>2</sup>. Le développement de ces pays est lié aux politiques agricoles qu'ils avaient mis en place. Tous ces pays protégèrent leur agriculture, en maintenant entre autres des prix élevés mais surtout stables en interne. Ces politiques de prix s'inscrivent dans un dispositif comprenant une politique de régulation du foncier – pour éviter la concentration des terres –, une politique de prêt aux producteurs pour faciliter l'investissement et éviter le surendettement et les pratiques usuraires. Bien évidemment de telles politiques agricoles ne forment qu'un élément d'une politique de développement. Insuffisantes en elles-mêmes elles sont néanmoins indispensables. La vertu des prix agricoles élevés sur un développement harmonieux n'est pas une découverte du XXe siècle. Il était déjà bien identifié au XVIIIe siècle par les physiocrates. Quesnay écrit : « *Telle est la valeur vénale, tel est le revenu : abondance et non-valeur n'est pas richesse. Disette et Cherté est misère. Abondance et cherté est opulence.* »<sup>3</sup>

### **Pourquoi un tel égarement ?**

Connaissant cela, comment a-t-on pu commettre dans les trente dernières années une telle erreur d'appréciation et mettre tant de populations dans l'impasse ? Un rapide regard sur

---

<sup>2</sup> Voir Pierre Judet, « Le tiers monde n'est pas dans l'impasse » ed. ECLM.

<sup>3</sup> Quesnay, *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*, 1758

les cartes montre que les pays les plus durement touchés sont les pays de tradition nationale récente et faible et bien souvent nés avec la décolonisation et n'ayant jamais pu ou su développer une économie nationale interne. Durant toute l'époque coloniale, les métropoles mirent en place des organisations de leurs échanges selon le principe suivant : les manufactures en Europe, la production de matière première dans les colonies. Encore ces dernières devaient-elles essentiellement produire les matières premières utiles à la métropole : cuir, tabac, coton, arachide, cacao, caoutchouc, café, sucre. Les productions vivrières destinées au marché local étaient découragées. La décolonisation n'a pas fondamentalement modifié la donne. De nombreux pays, pour diverses raisons – population réduite, absence de tradition administrative, absence de sentiment national, niveau médiocre de formation primaire, instabilité politique, rapports néocoloniaux avec la métropole – ne se sont jamais industrialisés, sans toutefois renoncer à consommer des produits industriels. Pour se procurer à l'extérieur ces biens manufacturés, ils ont maintenu une agriculture d'exportation au détriment d'une agriculture vivrière. Ils paient les produits manufacturés qu'ils ne produisent pas en produits agricoles de rente. Ces pays ne sont jamais passés par la phase de protectionnisme pourtant indispensable à tout développement. Ulysse Grant l'avait dit crûment vers 1875 : « *Quand l'Amérique aura extrait de la protection tout ce qu'elle peut en tirer, elle aussi se mettra à libérer son commerce.* »<sup>4</sup> Vers la même époque, les puissances occidentales, dont les États-Unis, imposaient d'ailleurs à la Chine et au Japon les « traités inégaux » qui les empêchaient de mettre en place des barrières douanières, traités dont la renégociation fut l'objectif premier du Japon à partir de la révolution Meiji.

Toutes choses égales par ailleurs, durant les trente dernières années, la globalisation associée à la faillite économique de nombreux États et au démantèlement consécutif de leurs politiques publiques ont produit des effets assez semblables aux traités inégaux. Et les débuts d'émeutes et de famine actuels apparaissent comme une réplique des dramatiques famines de la fin du XIXe siècle qui affectèrent gravement les peuples dominés et dont le mécanisme est décrit par Mike Davis dans son ouvrage *Génocides tropicaux*<sup>5</sup>.

La perversité du système de globalisation a, comme au XIXe siècle, reposé sur l'asymétrie des situations. Mais ces asymétries ont été soigneusement dissimulées. Car, durant

---

<sup>4</sup> Cité par Pierre Judet, « Le tiers monde n'est pas dans l'impasse », art. cit.

<sup>5</sup> Mike Davis, *Génocides tropicaux, catastrophes naturelles et famines coloniales aux origines du sous-développement*, La Découverte, 2003.

cette période, les États-Unis et l'Union européenne ont maintenu des politiques agricoles extrêmement coûteuses, incitant leurs agriculteurs à produire, et écoulant leurs excédents à un prix inférieur à leur coût de production sur le marché mondial, concurrençant les petits producteurs locaux : ils n'ont absolument jamais pratiqué le libéralisme dont ils se faisaient les chantres<sup>6</sup>. Pour ne prendre qu'un exemple, les exportations bradées de poulets européens dans les années 1980 en Afrique de l'ouest ont bloqué le développement de la production locale. Et ce sont ces mêmes prix bas qui, ruinant les paysans, ont rendu possible l'alimentation d'une population urbaine faiblement productive. Plus grave encore, elle a modifié les habitudes alimentaires de ces populations. La principale difficulté est désormais de trouver une sortie à cette impasse – et non pas une seulement une solution à court terme en ayant recours au subventionnement de l'alimentation ou à l'aide alimentaire. Une telle solution est peut-être nécessaire, mais elle est insuffisante. En l'absence de réforme profonde elle ne ferait d'ailleurs qu'accroître le mal. Ce dont il est question, c'est de mettre en place une réelle politique agricole mondiale.

### **Le problème environnemental et la fin du paradigme de la révolution verte**

À l'occasion de la crise actuelle, la tentation est forte de parier sur une nouvelle révolution technique. Les promoteurs de ces nouvelles techniques ne manquent pas de le faire valoir. L'innovation, en l'occurrence les biotechnologies, permettraient des gains de productivité, permettant par exemple de produire des plantes résistant à la salinisation des sols<sup>7</sup>, produisant leur propres insecticides supportant d'importante quantité de d'herbicides. La solution consisterait à doter les paysans de ces nouveaux moyens et le tour serait joué. Le grand modèle étant celui de la « révolution verte ». Mais cette dernière ne fut pas si « verte » et elle fait partie du problème.

Faisons un sort à la mystique de la « révolution verte » qui a littéralement submergé toute la pensée agricole des dernières années. Cette révolution souvent présentée sous son seul angle technique (semences sélectionnées, engrais, pesticides, tracteurs) est une imposture agronomique et historique. Selon le scénario narratif classique, le monde était au bord de la famine et c'est la diffusion de variétés à haut potentiel (notamment riz, maïs et blé) associées à une consommation accrue d'engrais minéraux et de pesticides qui aurait évité la famine. Point essentiel de cette narration : à l'époque, il n'y avait pas moyen de faire autrement. La

---

<sup>6</sup> Pour comprendre les mécanismes des politiques mises en place voir: « le gatt en pratique », ed. ECLM.

<sup>7</sup> On ne discutera pas ici de la faisabilité réelle de toute des plantes miracle.

révolution verte était « inévitable ». En douter est à la limite de la misanthropie voire du crime contre l'humanité. Le problème ainsi posé, toute parole critique à l'égard de la révolution verte – l'ancienne comme la nouvelle que le cartel de l'agrochimie prépare – est immédiatement sommée de se justifier pour se disculper de velléité de génocide alimentaire.

Pourtant, le caractère réducteur de cette narration qui met l'innovation technologique au centre du succès de la révolution verte est évident et tout à fait volontaire. Les cadres économiques et sociaux mis en place (notamment les politiques de prix) à l'époque, l'importance des infrastructures de transport et de stockage (route, silo), l'organisation des producteurs, leur formation initiale comme son renforcement, les politiques agraires favorables aux petits producteurs, les systèmes de financement de l'agriculture, toutes mesures mise en place par les collectivités, sont complètement passés sous silence. Tout le mérite doit revenir aux innovations techniques et à leur application docile par les paysans. Pourtant, si l'adoption des technologies dites « vertes » avait suffi, l'URSS aurait connu une réussite exceptionnelle. Or, il est aisé de constater que la politique agricole de l'URSS fut un échec retentissant. On est donc fondé à se demander si les raisons du succès ne furent pas, plutôt que les technologies, l'organisation des marchés et des moyens de transport.

Autre élément crucial, les nouvelles technologies de la révolution verte ont posé très rapidement de nombreux problèmes : destruction des sols par salinisation ou destruction de la matière organique, pollution de l'eau et de l'environnement, dépendance à l'énergie fossile (engrais et carburant), dépendance en matière de ressources génétiques, régression agronomique au profit de la monoculture avec tout son cortège d'effets négatifs. Au regard de la brièveté de son existence – une petite cinquantaine d'années – c'est le passif déjà accumulé par la révolution « verte » qui frappe et qui effraie. C'est une révolution « *one shot* » qui semble inspirée de l'adage en cours dans le milieu de la finance : « *take the money and run away* », « prends l'oseille et tire-toi ». Et que l'on ne croie pas que les phénomènes de dégradation grave des écosystèmes constituent une surprise. Dans son livre datant de 1940 l'agronome Howard, qui a assisté entre les deux guerres aux développements des théories et pratiques qui fonderont la révolution verte, écrit : « La recherche agronomique a été mesurée pour faire du paysan un bandit plus habile plutôt qu'un producteur de meilleurs aliments. On lui a appris comment il peut acquérir des avantages au détriment de ses descendants, comment il peut faire de l'argent avec la fertilité du sol et les réserves de son bétail. Dans les affaires, de pareilles astuces finissent par la banqueroute, dans l'agriculture elles apportent un succès

momentané. Mais la fertilité du sol n'est pas éternelle, la terre s'épuise et la véritable agriculture se meurt. »<sup>8</sup> Les systèmes agricoles et alimentaires mis en place à l'occasion de la révolution verte brillent donc par leur très faible durabilité. Leur impasse nourrit une inquiétude sérieuse qui ne fera que croître au cours du siècle.

En dépit du fait que ses promoteurs n'ont pas ménagé leurs efforts pour populariser cette idée, cette révolution, à base d'engrais chimique, de pétrole et de pesticides, n'était pas la seule solution. De nombreuses voies dans le progrès agronomique étaient disponibles. Comme nous le verrons, elles étaient certes conditionnées par le développement d'un autre modèle alimentaire moins gourmand en sucre, en céréale et en viande. Mais n'est-ce pas justement le reproche fait en terme de santé au régime occidental ? Et, de fait, le même problème se pose aujourd'hui puisque l'occidentalisation des régimes alimentaires tant en Asie qu'en Afrique constitue bien l'une des données du problème. Les choix faits lors de la révolution verte n'ont donc permis que d'ajourner les changements profonds auxquels l'humanité est confrontée.

Résoudre demain le problème de l'alimentation implique donc une relecture du passé : changer assez profondément de perception par rapport à l'historiographie traditionnelle, reconnaître que la révolution verte fut un mouvement dramatique de régression agronomique et qu'une bifurcation radicale est nécessaire. Ne redoublons surtout pas cette « révolution verte » !

### **De la productivité des écosystèmes**

Qu'il soit indispensable de concevoir des agrosystèmes et plus largement des territoires hautement productifs est incontestable. Mais quelle productivité et avec quels moyens ? La productivité des agrosystèmes de la révolution verte reposait et repose sur une consommation intense d'énergie fossile<sup>9</sup>, d'eau et de fertilité des sols. Elle ne fait pas que les utiliser, elle les consomme, c'est-à-dire qu'elle les détruit presque irréversiblement. Cela semble évident pour le fuel, mais c'est aussi le cas pour les terres quand leur fertilité est détruite, et pour l'eau quand il s'agit, comme c'est très souvent le cas, de nappes phréatiques, dont le temps de

---

<sup>8</sup> *Le Testament Agricole*, Albert Howard, ed.. Vie et Action.

<sup>9</sup> Ainsi pour l'agriculture française, l'agronome Philippe Pointereau évaluait en 1990, que la consommation de Fuel était passée de quasi nulle en 1929 à 0,14 TEP/ha en 1960 et 0,45 TEP/ha en 1987. Cette courbe suit le nombre de équivalent cheval vapeur par hectare passé de zéro à 2,73 sur la période. Quant à la consommation d'engrais chimique elle est passée de 15kg en 1929 à 79 kg en 1960 et 263 kg par ha en 1987. "Les grands traits

reconstitution se compte en centaines, voire en milliers d'années, sans parler des nappes « fossiles ». D'un point de vue agronomique, les systèmes mis en place sont d'un niveau inférieur à ceux élaborés au néolithique. Alors que la productivité du système d'abattis-brûlis repose sur l'excédent de fertilité accumulée par la forêt et donc l'écosystème local depuis un siècle, la productivité d'une ferme céréalière moderne repose sur l'utilisation des énergies fossiles, soit d'un excédent de fertilité vieux de... plusieurs millions d'années ! C'est la technique d'extraction qui a progressé et non l'agronomie elle-même. Sans surprise, l'eau utile, les sols fertiles et l'énergie se raréfient. Les facteurs mêmes de la productivité des systèmes issus de la révolution verte sont en passe de disparaître. L'agriculture de demain devra donc asseoir sa fertilité sur d'autres facteurs et si possible sans les détruire: les utiliser, non les consommer. Ces facteurs seront l'intelligence de l'agrosystème mis en place, les complémentarités entre les productions et un bon agencement spatial du territoire. L'un des objectifs est une réduction drastique de l'emploi d'intrants – c'est à dire les consommations de produits amonts tels qu'engrais, énergie, eau. En résumé, ce système mettrait en œuvre beaucoup moins d'énergie et beaucoup plus d'intelligence agronomique, ce qui implique un grand nombre de producteurs compétents et rompus à la gestion de ces agrosystèmes complexes.

Une telle évolution sera-t-elle synonyme d'austérité ? Oui, si l'on considère que l'abondance c'est la gabegie, la mauvaise gestion des ressources naturelles et leur dilapidation. Incontestablement les sociétés futures devront faire preuve d'une gestion rigoureuse et minutieuse des facteurs de production. Mais cette précaution dans la gestion des moyens de production constituera la garantie de l'abondance. On confond en effet trop souvent abondance des moyens de production et abondance des produits. Ce n'est pas être prospère que d'avoir une abondance de moyens de production ! La prospérité, c'est l'abondance durable de produits. Si donc l'agriculture de demain devra être efficiente et parcimonieuse des moyens de production, ce sera pour assurer l'abondance et non la précarité. Une « prospérité verte » est tout à fait concevable. Ce mouvement appliqué à l'agriculture se rattache à des réflexions plus générales sur le fonctionnement de nos sociétés et de leur évolution, qu'il s'agisse de l'écologie industrielle<sup>10</sup> – industriel devant être entendu ici comme l'activité humaine – ou des réflexions du Wuppertal Institute<sup>11</sup> sur le facteur 4, pour conserver un niveau de vie

---

de l'évolution de l'agriculture française de 1929 à 1988", Philippe Pointereau, Solagro, <http://www.solagro.org>.

<sup>10</sup> « Pour une écologie industrielle » Suren Erkman ed ECLM.

<sup>11</sup> <http://www.wupperinst.org/de/home/>

équivalent en utilisant quatre fois moins de ressources. Car s'il est indéniable que certaines pratiques posent intrinsèquement problème (comme le fait de voyager rapidement, souvent et très loin), pour le reste il est tout à fait concevable d'obtenir autant de confort avec beaucoup moins d'effets négatifs. La prospérité verte est-elle une illusion ou, pire, un édulcorant pour faire passer la pilule amère de l'austérité écologique ? Pour ce qui concerne l'agriculture, je peux au moins affirmer que la prospérité verte est un horizon raisonnable, notamment parce que nos pratiques actuelles sont si exécrables en terme de gestion des territoires que les marges de progrès sont considérables.

Par exemple, l'observation des écosystèmes naturels démontre la supériorité de l'écosystème forestier sur les autres écosystèmes en terme de productivité, de régulation du système hydrique et de maintien de la fertilité. Ces écosystèmes offrent le spectacle d'une efficacité inouïe en termes de potentiel de production et de maintien simultané de la fertilité des sols et du système hydrique. La perspective essentielle pour l'humanité est de concevoir des systèmes de « forêt domestique ».

Il nous faut donc passer d'une logique de défricheur à une logique d'agroforesterie. Cette importance de la forêt et les problèmes posés par sa dégradation ne sont pas une observation nouvelle puisque Chateaubriand écrivait déjà : « Les forêts précèdent les peuples, les déserts les suivent »<sup>12</sup>. Il a déjà existé des modèles relativement perfectionnés d'agroforesterie. Toute l'agriculture méditerranéenne s'est maintenue et a parfois prospéré autour d'une gamme d'arbres dont l'olivier est le plus emblématique. Malheureusement ces systèmes agricoles mais aussi alimentaires que l'on aurait pu améliorer sont tombés en désuétude. On leur a préféré, *grosso modo*, le blé et la vache. Cela s'est notamment traduit, dans les politiques agricoles européennes des années 1960, par des soutiens aux prix pour les deux productions. Or le primat du blé et de la vache, n'est, d'un point de vue agronomique, pas une bonne innovation. Un modèle agricole et alimentaire s'est alors imposé qui n'est pas, et de loin, un optimum. On observera à cet égard que la révolution verte en se concentrant sur des cultures annuelles a perpétué le modèle céréalier. Il n'est pas douteux que l'agroforesterie et sa généralisation offrent des marges de manoeuvre considérables en matière de productivité et de durabilité des systèmes. Elle représente donc pour l'humanité l'horizon agronomique, l'horizon agricole, l'horizon tout court.

---

<sup>12</sup> Cité par Philippe Ciais dans Comprendre le changement climatique, Odile Jacob, 2007. Voir la recension sur la Vie des Idées. <http://www.laviedesidees.fr/Bienvenue-dans-l-anthropocene.html>



## **Pistes de réforme**

Mais cela ne résout que la question technique. Ce n'est déjà pas si mal dans la mesure où cela offre une perspective technique stimulante et originale qui évite les deux écueils que représentent d'une part le désespoir et d'autre part la fuite en avant high-tech.

Reste que le fait de disposer d'une proposition technique ne suffit à résoudre les problèmes généraux de l'agriculture et de l'alimentation, et ce pour deux raisons. La première, c'est que tout projet technique demande à être accompagné socialement. Sa mise en oeuvre implique de réunir des conditions économiques et sociales favorables. D'autre part, même si sa mise en oeuvre était effective, le projet technique demande à être complété par des dispositifs sociaux de répartition des aliments, de relations entre États, de gestion du foncier.

## **Accompagner la mutation agronomique**

La diffusion de pratiques agronomiques vertueuses ne se fera que dans un cadre socio-économique favorable. Cela était déjà vrai de la révolution verte. C'est l'oeuvre du politique de bâtir ce cadre. Des politiques agricoles sont indispensables. Mais lesquelles. L'erreur à ne pas commettre serait de stimuler la production par un abaissement artificiel des coûts des engrais du pétrole ou des semences industrielles. Ces remèdes seraient pires que le mal. Certes, ils produiraient à court terme une hausse de la production. Mais cela aurait de nombreux effets pervers à moyen terme. Alors que la baisse consécutive des prix aurait comme effet d'annuler assez vite le gain pour les petits producteurs, un coût minoré des engrais et des carburants ne serait pas tenable à long terme : la raréfaction des ressources énergétiques bon marché ne peut conduire qu'à une augmentation du coût de ces facteurs. On favoriserait donc la perpétuation, voire le développement de pratiques agricoles condamnées à terme, au lieu de favoriser une transition. Le meilleur stimulant à la production reste les prix élevés des denrées. Comme le prix élevé des denrées posera incontestablement un problème à court terme pour les populations pauvres, notamment dans les grandes agglomérations, le seul palliatif sera des politiques d'aide alimentaire aux plus démunis. Mais, à deux conditions. D'une part, on sectorisera l'aide alimentaire en évitant de la concentrer dans des zones urbaines : l'apporter dans les communes d'origine permettrait de favoriser un retour vers la campagne et de s'appuyer sur les communautés locales pour réinsérer ces populations. D'autre part, il faut favoriser en priorité l'achat de denrées locales.

Une politique alimentaire mondiale des prix étant inévitable, elle constitue un puissant levier de mutation agronomique. La PAC avait favorisé le blé et le lait ? Une politique agricole mondiale de régulation des prix peut favoriser les productions à forte valeur agronomique : arbre à pain, châtaigne, olivier et, de manière générale, la plupart des arbres alimentaires, d'un continent à l'autre. Ceci provoquerait bien sûr, comme tout changement alimentaires, quelques difficultés assez comparables à l'adoption de la pomme de terre en Europe. Mais tôt ou tard une mutation alimentaire est indispensable. On mesure l'état de la situation quand les populations des grandes agglomérations ouest-africaines brandissent des baguettes comme symbole alimentaire. Mais ceci démontre également que la plasticité des modes alimentaires.

Au niveau des exploitations, l'émergence d'une nouvelle agronomie posera des problèmes économiques et techniques qui rendront nécessaires : le développement d'une recherche dédiée et une injection de capital en agriculture. Ouvrir et développer des recherches en agroforesterie impliquera une réforme profonde de la recherche et une reconversion professionnelle pour beaucoup de chercheurs. Ce n'est qu'une difficulté mineure : des gens formés, attentifs aux enjeux et conduits par une curiosité de bon aloi qui peut se réinvestir dans une infinité de sujets, accueilleront avec enthousiasme un projet d'une telle ampleur. Travailler sur des noyers entiers n'est pas moins noble que le décryptage de son génome. Plus complexe est la question de l'investissement initial que représente le basculement vers l'agroforesterie. Planter un arbre engage bien au-delà d'un bail de neuf ans. C'est pour cela que les Romains, au III<sup>e</sup> siècle, avaient développé un bail spécifique : l'emphytéose. Un bail long – 25 ans et plus – qui garantissait au fermier un retour sur investissement des plantations qu'il effectuerait. Pour que le fermier dispose du capital initial disponible on développera des produits financiers spécifiques. C'est ce qu'ont fait tous les pays qui ont développé leur agriculture !

### **Accompagnement général**

Foncier, banque, modèle alimentaire mettent en évidence les nombreuses connexions entre le modèle agricole et d'autres secteurs d'activités. Effectivement, la crise alimentaire actuelle est aussi le symptôme d'une communauté mondiale qui a raté son développement harmonieux dans les trente dernières années. Or, si une politique agricole est indispensable à un bon développement, l'inverse est vrai : il n'y aura pas de bonne politique agricole durable sans un bon développement. Les mêmes pays qui connaissent les problèmes agricoles les plus

aigus sont également ceux dont la jeunesse émigre le plus depuis dix ans. Émeutes frumentaires et émigration clandestine sont deux symptômes du mal développement. Pour que l'agriculture vivrière se développe durablement, les centres urbains locaux doivent avoir des produits manufacturés et des services à proposer. Il ne suffira pas en effet de produire de la nourriture, il faudra également développer l'activité de ceux qui doivent l'acheter. Et c'est là que l'on retrouve l'aphorisme de Grant cité plus haut. Une certaine dose de protectionnisme local est nécessaire pour faire émerger non pas seulement les produits agricoles mais également les produits manufacturés. Ce protectionnisme peut s'organiser au niveau d'un groupe d'États. L'OMC pourrait utilement être le lieu de formation de zones régionales d'échanges complémentaires (dans une approche territoriale de l'économie), plutôt que de se borner à négocier des abaissements des frontières mondiales filière par filière. Il n'y aura donc pas de salut agricole et alimentaire sans un effort international d'organisation de la prospérité. D'aucuns évoquent un plan Marshall global<sup>13</sup>.

### **L'innovation sociale clef de voûte de l'avenir**

Avec la flambée des prix de l'énergie, l'ébranlement du système monétaire, la crise environnementale, les problèmes alimentaires, l'humanité est arrivée à un seuil. La situation actuelle n'est pas durable et au fond tout le monde maintenant le sait. On s'efforce de repousser le moment critique de la grande mutation. De deux choses l'une. Soit l'humanité n'en est pas capable, c'est-à-dire qu'elle ne parvient pas à remettre en question l'ensemble de son modèle de relations entre les États, de relation à la nature et de relation des hommes entre eux, et il y a fort à parier qu'elle connaîtra un « *collapsus* », pour reprendre le mot de Jared Diamond<sup>14</sup>. Soit elle est capable de mener une mutation culturelle fondamentale en modifiant ses rapports sociaux, et non seulement elle surmontera la crise mais elle ouvrira une nouvelle étape du progrès humain dont rêvait Condorcet. Car, sur quelles valeurs reposera ce nouveau modèle d'humanité ? Sur la capacité de coopérer, sur la prise en compte de la diversité, sur le sens de la responsabilité et de la mesure. Et ce n'est pas une utopie. En effet, il n'est pas rare qu'une sourde menace ait plus d'effet sur le développement des vertus que trente siècles de philosophie. N'est-ce pas dans les écosystèmes les plus fragiles et les plus rudes, dans les montagnes, parmi les marins, que l'on trouve les peuples ayant le plus développé l'esprit de coopération ?

---

<sup>13</sup> « Ernährung sichern Weltweit, Ökosoziale Gestaltungsperspektiven, Bericht an die global Marshall Plan Initiative », sous la direction de Franz-Theo Gottwald, ed Murmann 2007

<sup>14</sup> Jared Diamond, « Effondrement », Gallimard. Voir la recension sur la VDI :

Un regard rétrospectif sur les dix derniers millénaires montre la plasticité de l'homme en terme de mode de vie, de structure sociale et de structure symbolique. La mutation qui est devant est une mutation de plus, et les moyens dont nous disposons relativement aux enjeux ne sont pas moindres que ceux de nos pères. Informations, capacité de s'organiser et de coopérer sont à la hauteur des enjeux. Comme l'écrivait Condorcet, « *nous trouverons dans l'expérience du passé, dans l'observation du progrès que les sciences, que les civilisations ont fait jusqu'ici, dans la marche de l'esprit humain et du développement de ses facultés, les motifs les plus forts de croire que la nature n'a mis aucun terme à nos espérances.*<sup>15</sup> » Nous voilà condamnés à l'optimisme. Heureuse malédiction.

Texte paru dans **laviedesidees.fr**, le 23 mai 2008

© **laviedesidees.fr**

---

<http://www.laviedesidees.fr/Grandeur-et-decadence-des-societes.html>

<sup>15</sup> Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, Flammarion p. 267.